



ObsCi
Observatoire
des Criminalités
Internationales

COLOMBIE : DES ENJEUX SÉCURITAIRES DÉTERMINANTS DANS LA VICTOIRE DE LA DROITE RADICALE

Entretien avec
Michel Gandilhon / Membre du conseil d'orientation
scientifique de l'Observatoire des criminalités internationales

Juin 2026



ENTRETIEN AVEC



Michel Gandilhon / Membre du conseil d'orientation scientifique de l'Observatoire des criminalités internationales

Michel Gandilhon, expert associé au pôle sécurité-défense du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) et membre du conseil d'orientation scientifique de l'ObsCI à l'IRIS. Auteur en 2011 aux éditions les Nuits rouges de La Guerre des Paysans en Colombie, en 2023, de Drugstore, drogues illicites et trafics en France aux éditions du Cerf. En 2024, avec Gaëtan Gorce et David Weinberger, il a coordonné Géopolitique du crime organisé aux éditions Eyrolles.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire des criminalités internationales (ObsCI) a pour objectif d'étudier et d'analyser en toute indépendance les différents champs des criminalités internationales en appréhendant les problématiques sécuritaires dans leur globalité, en intégrant ses enjeux pour nos sociétés et leurs effets sur les politiques publiques en France comme à l'international. Ses axes d'intervention se concentrent en particulier sur les trafics illicites, la criminalité financière et la corruption, la délinquance, la criminalité environnementale et sanitaire, ainsi que la cybercriminalité.

En mobilisant à la fois des chercheurs et des praticiens de différents pays, l'ObsCI produit des analyses indépendantes qui intègrent leurs incidences économiques, politiques, diplomatiques, sociales, territoriales, étatiques et in fine militaires, dont les interrelations constituent précisément sa géopolitique. Il a pour objectif d'alimenter les débats publics de manière constructive, ainsi que d'accompagner les pouvoirs publics, les collectivités territoriales, les professionnels et les entreprises sur ces sujets.

Il est dirigé par **Gaëtan Gorce**, chercheur associé à l'IRIS, membre honoraire du Parlement, et **David Weinberger**, chercheur associé à l'IRIS, sociologue.



@ObsClcrim

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

Les élections présidentielles colombiennes du 21 juin 2026 ont rendu leur verdict. Le candidat de la droite radicale, Abelardo de la Espriella, a été élu d'une courte tête, avec 49.7 % des voix contre 48,7 % pour le candidat de gauche Ivan Cepeda. À l'heure où ces lignes sont écrites, compte tenu de la faiblesse de l'écart, il n'est pas impossible que des recours venant de la gauche interviennent. Ivan Cepeda a ainsi pour le moment refusé de reconnaître la victoire de son adversaire. Quoi qu'il en soit, et quel que soit le résultat définitif, les résultats impressionnants d'un *outsider* inconnu il y a encore quelques mois, devraient donner matière à réflexion non seulement à une partie de la gauche colombienne et à la gauche latino-américaine tout entière. Et singulièrement en matière de questions sécuritaires, lesquelles, à mesure de la criminalisation rampante de territoires entiers, favorisent l'arrivée au pouvoir d'une droite musclée, que ce soit hier au Salvador, en Équateur, en Argentine, au Chili, et maintenant en Colombie. L'insécurité touche les fractions les plus pauvres des populations qui constituent aussi le cœur de l'électorat de la gauche. Certes, la physionomie de la Colombie a beaucoup évolué depuis *La Violencia* des années 1950. Ce pays est aujourd'hui, derrière le Brésil et le Mexique, la troisième ou quatrième économie de l'Amérique latine. Son territoire est largement urbanisé avec près de 83 % des 53 millions d'habitants vivant dans les zones urbaines, avec des pôles régionaux de développement relativement prospères. Il n'en reste pas moins que la production et le trafic de la cocaïne, et la prolifération des groupes criminels qui l'accompagne sont des révélateurs des dysfonctionnements structurels propres à la formation sociale de ce pays.

OBSERVATOIRE : Est-ce que la victoire de Abelardo de la Espriella est une surprise ?

MICHEL GANDILHON : Non absolument pas. Et pour deux raisons. La première tient au caractère éruptif de la vie politique colombienne. Depuis un siècle, elle est caractérisée, malgré les tentatives de l'oligarchie colombienne, longtemps représentée par les partis conservateur et libéral, de verrouiller le système, par le surgissement à intervalles réguliers d'hommes providentiels dont la carrière est plus ou moins éphémère. L'État colombien, jusqu'à aujourd'hui, n'a pas su résoudre la question au fondement de l'ordre démocratique à savoir l'intégration des couches subalternes de la société, que ce soit *via* de grands partis sociaux-démocrates — comme le Parti des travailleurs au Brésil ou le Parti socialiste au Chili — et une démocratie sociale, permettant, par le biais de l'État et d'un syndicalisme réformiste, de pacifier les relations sociales. La seconde tient à l'échec de Gustavo Petro en matière sécuritaire sanctionné par des niveaux records de production de cocaïne, une prolifération des guérillas et des groupes paramilitaires conduisant, un renouveau du terrorisme, et une réforme agraire qui peine à avancer. Les progrès réels enregistrés au début des années 2000

comme le démantèlement consenti des Autodéfenses unies de Colombie (AUC) en 2006, l'accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) dix ans plus tard, et le déclin de la production de cocaïne semblent aujourd'hui compromis. La situation le montre abondamment. En janvier 2025, le conflit qui a opposé l'Armée de libération nationale (ELN) et le 33^e front, une dissidence des FARC, dans la région du Catatumbo, à la frontière du Venezuela, a provoqué l'exode de près de 60 000 habitants. Le terrorisme revient en outre sous la forme d'attentats contre l'armée et la police. En août 2025, dans la région de Cali, 18 personnes sont mortes à la suite de deux attaques : une à la bombe contre une base de l'armée et une autre avec un drone visant un hélicoptère de la police. Il n'est pas jusqu'à l'assassinat de Miguel Uribe Turbay, sénateur et candidat de la droite aux élections présidentielles de 2026, qui ne vienne rappeler la période sanglante de la seconde moitié des années 1980 quand les hommes de main du cartel de Medellín assassinaient des ministres, des juges ou liquidaient par centaines des militants et des élus de l'Union patriotique proche des FARC.

La raison principale de la défaite de la gauche serait donc le bilan sécuritaire plutôt contrasté de Gustavo Petro. Qu'en pensez-vous ?

Oui, cette question est centrale. D'ailleurs, Ivan Cepeda avait pris ses distances avec le projet de « paix totale » de Gustavo Petro. S'il n'excluait pas des négociations de paix avec les groupes armés, il les conditionnait à des engagements précis afin que les périodes de trêve ne soient pas utilisées afin de permettre leur renforcement militaire. Son rival, quant à lui, proposait une ligne simple et qui avait le mérite de la clarté : la fin des pourparlers de paix et la reprise des opérations militaires contre les groupes armés.

Quoi qu'il en soit, depuis l'arrivée de Petro au pouvoir, la Colombie a renoué avec des niveaux de violence importants. En 2024, le taux d'homicides volontaires y était beaucoup plus élevé qu'au Mexique. Son projet de « paix totale » qui consiste à négocier à tout prix avec les groupes armés a essuyé une longue suite de camouflets. Une de ses dernières initiatives consistant à faire appel au Qatar comme médiateur dans les négociations a exaspéré une partie de la population, qui n'y a vu qu'un gadget. Les divers groupes armés compteraient aujourd'hui près de 20 000 hommes et ne cesseraient d'étendre leur emprise sur des parties croissantes du territoire. En 2025, le groupe le plus puissant, issu de la matrice des paramilitaires des années 1990, est *le Cartel del Golfo*. Depuis 2018, ses effectifs seraient passés de 3 600 à 10 000 membres. Il contrôlerait environ 45 % du trafic de drogue du pays vers l'étranger, des dizaines de mines d'or illégales et des réseaux d'extorsion dans certaines

villes et zones urbaines et était présent en 2023 dans 392 municipalités contre 253 en 2022, suivi par les dissidents des FARC-EP avec 299 contre 230 et l'ELN avec 231 *versus* 189. Cette persistance des groupes armés ne concerne pas seulement les héritiers des paramilitaires, mais également ceux issus du castrisme, comme l'ELN et du stalinisme tels les FARC. En 2025, certaines estimations évaluent à 5000-6000 les effectifs des différents groupes combattants issus de la matrice farquienne. La décision, en 2019, d'un de leurs chefs les plus prestigieux, Ivan Marquez, qui avait participé à La Havane aux négociations, de dénoncer les accords et de créer un groupe armé, fort aujourd'hui de 1 600 combattants, se réclamant de l'héritage des autodéfenses paysannes libérales et communistes de *La Violencia* — la *Segunda Marquetalia* — avait déjà constitué un symbole fort des difficultés rencontrées par le processus de paix. Le nom de son groupe est lui-même fortement symbolique puisqu'il fait référence à un épisode « mythique » des autodéfenses paysannes des années 1960. Marquetalia est en effet une région du département du Tolima de la Colombie centrale où quelques dizaines de guérilleros échappèrent en 1964 à une opération du gouvernement, soutenue par les États-Unis, visant à détruire les bases paysannes organisées en « Républiques indépendantes ». L'autre groupe significatif, revendiquant cette filiation, est l'État-major central (EMC-FARC). Il s'agit du mouvement armé le plus important, avec 3 000 combattants, et qui semble connaître la dynamique la plus importante.

Pourquoi cet échec sur le plan de la réintégration d'une partie des combattants des FARC ?

Après 2016, malgré la formation d'un parti politique, Force alternative révolutionnaire commune, devenu en 2017 Communs et la création de zones protégées, la réintégration des 13 000 guérilleros est confrontée à l'hostilité de certains secteurs de la société colombienne. Depuis 2016, 400 d'entre eux ont d'ailleurs été assassinés dans un contexte où plus de 1 800 personnes impliquées dans divers mouvements sociaux ont été assassinées en Colombie. Un état de fait qui signe la collusion entre certains groupes paramilitaires et l'oligarchie foncière déjà mis en évidence lors du scandale de la *parapolitique* de 2004. Dès lors, un nombre significatif d'ex-combattants reviennent à la lutte armée et rejoignent des dissidences qui avaient refusé de rendre les armes. De plus, les résultats électoraux extrêmement faibles, autour de 0,3 %, du parti aux élections législatives de 2018 achèvent de convaincre les militants les plus déterminés que la voie électorale est une impasse.

L'autre échec du gouvernement Petro est son incapacité à limiter la production de cocaïne ?

En fait, les deux problèmes sont liés puisque tous ces groupes armés se financent peu ou prou à travers la production et le trafic de cocaïne. Dans un tel contexte, il n'est guère surprenant que la production, qui en 2013 avait atteint son niveau le plus bas depuis le début du XXI^e siècle avec 290 tonnes, ne cesse à nouveau d'augmenter pour atteindre aujourd'hui les niveaux sans précédent que l'on connaît. En 2023, près de 2700 tonnes de cocaïne pure ont été produites dans ce pays. En l'espace d'une décennie, la production y a été multipliée par sept. La Colombie représente aujourd'hui plus de 70 % de la production mondiale estimée à plus de 3 700 tonnes. Les superficies de coca, quant à elles, ont atteint, avec plus de 250 000 hectares (ha), un nouveau record historique. Outre l'incapacité de l'État colombien à maîtriser une partie de ces territoires, ce boom de la cocaïne est dû à un certain nombre de facteurs qui tiennent à la fois à des décisions politiques et juridiques émanant des pouvoirs publics et à des questions techniques propres aux évolutions la culture de la coca. Pour les premières, la décision en 2015 de la Cour constitutionnelle d'interdire, pour des raisons de santé publique, l'épandage aérien d'herbicide a joué un rôle important dans la reprise de la production. L'arrachage manuel des plants de coca est en effet beaucoup moins efficace, singulièrement dans un contexte où les soldats interviennent dans des régions où ils sont exposés à des risques de représailles sanglantes du fait de l'existence de bandes armées. Entre 2023 et 2022, les superficies de coca éradiquées manuellement ont chuté de 70 % passant de près de 69 000 ha à environ 20 000 ha. En outre, pendant les négociations de paix, les interventions de l'armée colombienne dans les zones contrôlées par les FARC, si elles n'ont pas cessé, ont diminué favorisant l'essor des cultures illicites dans les zones contrôlées par la guérilla. Mais tout ne s'explique pas néanmoins par des facteurs politiques. Depuis quelques années, la culture de la coca et la production de cocaïne connaissent des évolutions significatives. Certaines régions, notamment dans le nord du pays (Choco, Cordoba, Antioquia), non loin des zones frontalières qui sont stratégiques pour l'exportation de cocaïne vers les marchés étrangers, ont ainsi été le théâtre d'une concentration des terres qui a permis la constitution de véritables enclaves productives. En 2020, sept d'entre elles représentaient plus de 40,5 % de la production de coca du pays et se caractérisaient par une productivité agricole plus élevée — du fait d'un recours aux méthodes agricoles industrielles avec notamment l'utilisation d'intrants chimiques, que dans le reste du pays — ainsi que par des techniques de production de cocaïne plus élaborées. En 2023, 80 % de la coca produite relevait de ce modèle productif et représentaient 50 % des cultures. En moyenne, ces zones consomment environ 82 % du total des produits chimiques sur l'ensemble du marché. Entre 2016 et 2020, la production de cocaïne pour un hectare de coca cultivée aurait augmenté de 20 %, passant de 6,5 kg à 7,9 kg. Certaines enquêtes ont mis en évidence l'implication

d'agronomes et de chimistes mexicains appartenant au cartel de Sinaloa jouant le rôle conseillers afin d'améliorer les techniques productives.

La réforme agraire devait pourtant inciter les paysans à abandonner la culture de la coca et aussi aboutir à une pacification des rapports sociaux ?

Ce constat, au moment de la signature des accords de paix de 2016, était à peu près universellement partagé, y compris par une partie de la droite colombienne. Il est nécessaire de rappeler que c'est au nom de la réforme agraire que les grands mouvements sociaux qui ont secoué le monde rural dans les années 1930 et 1960 se sont développés. Et c'est de leur échec que sont nés les mouvements armés dont la plupart trouvaient leur base sociale dans certaines fractions de la paysannerie. Et c'est pour y faire face que sont nés, avec la bénédiction de l'État, et ce dès le début des années 1970, les premiers groupes paramilitaires. De cette confrontation, c'est la bourgeoisie agraire qui est sortie gagnante. Entre 1995 et 2004, plus de 8 millions d'hectares ont changé de main soit par la spoliation pure et simple, d'autant plus facilitée que le cadastre est défaillant en Colombie, soit par l'exode. En outre, l'investissement foncier par les milieux impliqués dans l'économie des drogues a constitué un secteur-clé pour blanchir l'argent engendré par les trafics et leur a permis d'intégrer les rangs de la bonne société. Leur implication dans la guerre contre la subversion aboutissant à une sorte d'hybridation avec la bourgeoisie agraire traditionnelle et celle relevant du secteur du capital financier.

Quels étaient les objectifs des accords de paix de 2016 en matière de politique agraire ?

C'est en fait dès son arrivée au pouvoir en 2011 que Juan Manuel Santos fait adopter par le parlement colombien une loi 1448 dite de restitution des terres. Ensuite, en 2016, conformément au point 1.1 de l'Accord de Paix, l'Agence Nationale des Terres (ANT) est créée en vue de la mise en œuvre d'une politique foncière dont les deux objectifs principaux sont régularisation et redistribution. À l'époque, 1 % des grandes exploitations contrôlent 81 % des terres agricoles et 99 % des petites exploitations se partagent le reste. L'enjeu porte sur environ une dizaine de millions d'hectares : 7 millions à régulariser en priorité dans les zones des Programmes de Développement à Approche Territoriale (PDET) par l'émission de titres de propriété sanctionnant une occupation effective et 3 millions d'hectares à redistribuer gratuitement *via* le Fonds Foncier (*Fondo de Tierras*) aux paysans sans terre. Si l'on inclut la loi de restitution de 2011, l'ambition des pouvoirs publics en matière de politique agraire porte

donc sur près de 16 millions d’hectares de terre, soit un tiers de la surface agricole utile du pays. Tous les observateurs s’accordent pour considérer que ce programme agraire ambitieux a pris beaucoup de retard. Ainsi, entre 2017, année de création du Fonds foncier, et 2025, un peu plus, seulement, de 600 000 ha de terres ont été redistribués. Certes, l’arrivée de Gustavo Petro au pouvoir a permis d’accélérer les choses, mais la politique gouvernementale se heurte aux intérêts d’une oligarchie garante de l’ordre agroindustriel. Si l’engagement de la Fédération des éleveurs de bétail (FEDEGAN) à vendre près de trois millions d’hectares à l’État à des fins de redistribution à des familles de paysans sans terre est un signe de bonne volonté, la réalité dominante est marquée par l’hégémonie du modèle agroindustriel. Le développement des cultures liées à l’agro-exportation (café, canne à sucre, etc.), qui occupent environ une dizaine de millions d’hectares, et l’essor de l’industrie extractive, 50 % du total des exportations du pays, est venue en outre aggraver les problèmes de concentration foncière dans un contexte où le traité de libre-échange, signé en 2012 avec les États-Unis, paupérisait une partie de la paysannerie colombienne nourrissant les cultures de coca et les groupes armés locaux. De plus, le recours à l’élevage extensif concernerait en 2024 près d’une trentaine de millions d’hectares sur les 45 millions de terres agricoles que compte le pays.

Que faut-il attendre du nouveau président ?

Une relance de la guerre contre les organisations armées, et notamment celles se réclamant de la gauche, et la reprise de l’épandage aérien des champs de coca. Il pourra peut-être s’appuyer sur ses liens avec certains milieux paramilitaires dont il était proche pour les avoir défendus quand il était avocat. Il a promis aussi la construction de 10 méga-prisons dans des zones reculées du pays, inspirée des politiques du président salvadorien Nayib Bukele avec lequel il cultive une certaine ressemblance physique. Enfin, Abelardo de la Espriella envisage de rétablir de bonnes relations avec les États-Unis, qui s’étaient détériorées au cours de l’année dernière en raison des divergences entre Trump et Petro sur la sécurité et la drogue. L’adhésion à la Stratégie nationale de contrôle des drogues des États-Unis vaudra sûrement un retour de la certification retirée par Donald Trump attestant que la Colombie, en tant que pays de production et de transit de drogues illégales, est un partenaire fiable dans la lutte contre les trafics. Héritage du plan Colombie de 2001, le nombre, quelques centaines, de soldats et de conseillers américains présents dans les bases militaires que la Colombie leur a ouvertes en 2009 pourrait être augmenté. Il n’en reste pas moins qu’un retour au niveau d’implication manifesté au début des années 2000 est peu probable. La cocaïne, dont l’usage diminue dans la société américaine, n’est plus un problème prioritaire au regard de celui posé

par le fentanyl et des centaines de milliers de morts qu'il a provoquées aux États-Unis. Dans les obsessions américaines, les cartels de Cali et de Medellin et autres « narco-guérillas » ont laissé la place aux « narco-terroristes » du Mexique et du Venezuela. Les décrets-lois signés par Donald Trump en janvier et en août 2025, suivis de l'envoi de milliers de Marines au large des côtes vénézuéliennes l'ont bien montré.

L'expertise stratégique en toute indépendance



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.